



UNION INTERNATIONALE DE LA PRESSE FRANCOPHONE

Par Regine.lefevre7@hotmail.fr

Revue de presse

No 398 en date du 01.06.2019

Dans le cadre des 88 pays et états appartenant à la Francophonie institutionnelle
<https://www.francophonie.org/statut-et-date-adhesion-Etats-et-gouvernements-28647.html>
et des pays et états non adhérents à la Francophonie institutionnelle (Algérie, Azerbaïdjan et Vallée d'Aoste) dans
lesquels se situent des sections de l'Union de presse francophone

Toutes les informations et tous les communiqués en provenance des sections de l'UPF sont gérés par UPF internationale
Seules les informations concernant ces sections faisant l'objet d'une publication dans la presse sont reprises dans la revue

SOMMAIRE

- 1 – JOURNAL EN FRANCE – « Le climat social se tend au journal *Midi Libre* »**
- 2 – JOURNALISTES - « Paye ta pige : "Si les journalistes sont précaires, l'info est précaire" »**
- 3 – JOURNALISTES AU CAMEROUN – « Les journalistes économiques à l'école du franc CFA »**
- 4 – JOURNALISTES EN GUINEE – « Rôle des médias dans la promotion de la démocratie/La CEDEAO au chevet des Journalistes guinéens »**
- 5 – POSTE A POUVOIR EN FRANCE – « Entreprise SODEXO recherche responsable Communication Media H/F »**
- 6 – FEMMES ET MEDIAS EN AFRIQUE FRANCOPHONE – « Les femmes très peu visibles dans les médias d'Afrique francophone »**
- 7 – GOUVERNEMENT EN BELGIQUE – « Le roi nomme Reynders et Lanotte informateurs pour la formation d'un nouveau gouvernement »**
- 8 – PRIX JOURNALISTES – « Prix Samir Kassir : une 14e édition placée sous le signe de la lutte continue pour les libertés »**
- 9 – GOUVERNEMENTS EN FRANCOPHONIE – « Principales actualités gouvernementales dans les pays membres de la Francophonie institutionnelle au mois de mai 2019 »**

1 – JOURNAL EN FRANCE – « Le climat social se tend au journal *Midi Libre* »
https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/05/29/le-climat-social-se-tend-au-journal-midi-libre_5469198_3234.html

Jeudi 29 mai 2019
Par Alexandre Berteau

Face à la réduction des effectifs et à une remise à plat de l'organisation, les journalistes du quotidien régional ont débrayé, mercredi 29 mai, pour exprimer leur mal-être.

« *Climat mortifère* », « *vieilles méthodes de management par la terreur* », « *état de stress permanent* ». Les mots choisis par les journalistes de *Midi Libre* pour décrire l'ambiance au sein du quotidien du sud-ouest de la France décrivent une situation sociale tendue. Et expliquent notamment pourquoi une partie des rédactions a décidé de se mettre en grève le temps d'une matinée, mercredi 29 mai.

A l'origine de ce débrayage, un plan de réorganisation devant conduire à 25 mutations jugées « *contraintes* » par les syndicats. L'objectif de la direction est de créer une nouvelle dynamique et de rééquilibrer une rédaction passée de 186 à 150 postes de journaliste depuis le rachat de *Midi Libre* par le groupe La Dépêche du Midi, en 2015. « *Certaines de ces mutations satisfont les personnes concernées, mais la majorité sont acceptées de mauvaise grâce ou refusées* », souligne Guy Trubuil, délégué SNJ.

« *Midi Libre* » a vu la charge de travail de ses équipes s'alourdir, en particulier depuis que le quotidien a amorcé sa mutation numérique

Ce projet intervient alors que le journal régional souffre depuis plusieurs années d'une santé financière fragile. Ses recettes publicitaires reculent, de même que sa diffusion payée, en chute de 18 % depuis 2014, à 94 460 exemplaires. Résultat, son chiffre d'affaires a baissé de 3,6 millions d'euros ces deux dernières années, à 73,7 millions d'euros en 2018.

Contraint de réduire ses effectifs, *Midi Libre* a vu la charge de travail de ses équipes s'alourdir, en particulier depuis que le quotidien a amorcé sa mutation numérique. « *En plus de faire un journal papier, on doit écrire plusieurs articles par jour sur le site et gérer les réseaux sociaux, déplore un journaliste. Les gens souffrent parce qu'ils ont le sentiment de ne plus pouvoir faire leur travail correctement.* »

Les arrêts maladie se sont multipliés au cours des derniers mois, atteignant parfois le quart des effectifs dans certaines agences. La médecine du travail a été alertée sur la recrudescence de ces « *burn-out* », précise-t-on du côté des syndicats.

Les équipes restent marquées par le suicide d'un journaliste à Nîmes, en 2014. En soulignant « *le manque d'informations fiables sur les causes de ce drame* », le SNJ avait rappelé à l'époque, dans un communiqué, « *avoir alerté la direction à son sujet et sur d'autres cas de souffrance au travail au sein de la rédaction* ».

« **Management autoritaire** »

Selon de nombreux journalistes, le climat s'est récemment tendu davantage avec l'arrivée d'un nouveau rédacteur en chef, Olivier Biscaye, en septembre 2018. Plusieurs d'entre eux lui reconnaissent des visites fréquentes dans les rédactions, mais regrettent son « *management autoritaire* », et « *un dialogue impossible* » avec lui. « *La menace est omniprésente dans son discours, même si elle est sous-jacente* », ajoute un journaliste qui tient à rester anonyme.

Ce nouveau rédacteur en chef « *a apporté un souffle à la rédaction sur la partie éditoriale, avec un vrai projet sur le numérique et la volonté de faire plus d'interviews au niveau national*, observe M. Trubuil, du SNJ. *Mais il fonctionne de manière têtue* ».

M. Biscaye reconnaît que le projet de transformation qu'il a présenté à son arrivée « *remet à plat l'organisation et les habitudes de travail* », et, en ce sens, a pu créer « *un climat de tensions et d'inquiétudes légitimes* ». Ce plan de « *reconquête* », axé notamment sur le Web et la vidéo, reste indispensable « *face à la crise de la presse* », poursuit le rédacteur en chef, qui assure être « *à l'écoute et aux côtés des personnes en arrêt maladie, dont les situations sont variées* ».

Avant de prendre les commandes de la rédaction de *Midi Libre*, Olivier Biscaye a occupé la fonction de directeur des rédactions du groupe Nice-Matin entre 2010 et 2014. Il avait fait l'objet de deux motions de défiance, en 2010 puis en 2014 (elle visait aussi l'actionnaire majoritaire GHM). Romain Maksymowycz, délégué syndical SNJ de Nice-Matin, se souvient d'un directeur « *très intelligent* », doté d'une « *main de fer dans un gant de velours* ». « *Il comblait son manque d'expérience managériale par des crises autoritaires.* »

Pour M. Biscaye, le « *cap* » engagé à *Midi Libre* porte déjà ses fruits, l'audience du site Internet du journal ayant nettement augmenté en avril. « *Si l'on ne veut pas que notre journal connaisse encore davantage de difficultés, il faut se restructurer, avec un projet qui fédère l'ensemble de la rédaction* », conclut-il.



2 – JOURNALISTES - « Paye ta pige : "Si les journalistes sont précaires, l'info est précaire" »

<https://www.lesinrocks.com/2019/05/29/actualite/medias/paye-ta-pige-si-les-journalistes-sont-precaires-linfo-est-precaire/>

Mercredi 29 mai 2019

La journaliste et traductrice Nora Bouazzouni lance, mercredi 29 mai, le site Payetapige qui recense tous les tarifs auxquels les médias paient leurs journalistes freelance. L'occasion pour la créatrice d'alerter sur la précarisation du métier.

En juin dernier, *BuzzFeed France* annonçait sa fermeture imminente. Certains n'y verront qu'un média de plus qui ferme, mais pour Nora Bouazzouni, traductrice freelance pour le site c'est la goutte d'eau. "*Pour une fois qu'un média paie bien ses journalistes, et ses traducteur·rices et qu'il produit du contenu intéressant, il ferme du jour au lendemain !*", se remémore-t-elle pour *les Inrocks*. Sur Twitter, elle s'interroge "*Si les gens savaient combien sont payé·e·s certain·e·s pigistes pour des magazines qui revendiquent plusieurs milliers d'abonnements, est-ce que ça ne ternirait pas un peu leur image ?*" Nora Bouazzouni décide alors de transformer sa colère en "*coup de gueule productif*".

Celle qui est aussi journaliste freelance (pigiste) lance un appel à témoignages : "*Allez, je me sors les doigts, C'EST PARTI*, écrit-t-elle sur Twitter. *Freelances, envoyez les tarifs des médias avec lesquels vous collaborez, avec le max de détails.*"

Plus de 600 témoignages sur 200 médias

Onze mois plus tard, mercredi 29 mai, le site Paye ta pige est dévoilé. Du magazine *Alternatives économiques*, à la chaîne de télévision *BFM*, en passant par le pureplayer *Mediapart* mais aussi *Les Inrockuptibles*, les tarifs de plus de 200 médias sont disponibles gratuitement.

Pour Nora Bouazzouni, cette initiative répond à un réel besoin des journalistes, comme l'attestent les 600 témoignages qu'elle a reçus.

"Ce n'est pas normal que nous, journalistes, soyons dans le flou quant aux prix que nous pouvons être payés." Elle espère aussi que cette transparence totale pourra aider les journalistes indépendants à négocier les prix à la hausse.

"Les fantasmes autour du métier de journaliste sont nombreux"

Au-delà de l'utilité pour les journalistes, Nora Bouazzouni espère que cette visibilité permette aux lecteurs de connaître le "vrai prix de l'info". "Ils ne se rendent pas toujours compte du travail que représente ce qu'ils lisent ou regardent, et de la réalité de ceux qui l'écrivent. Les fantasmes autour du métier de journaliste sont nombreux, notamment à cause de cette fameuse niche fiscale, déplore-t-elle aux Inrocks.

A l'exception de quelques journalistes vedettes aux salaires mirobolants, le journaliste est loin de gagner des millions. En 2017, le salaire médian d'un journaliste en CDI était de 3 591 euros, celui d'un journaliste pigiste de 2 000 euros et celui d'un journaliste en CDD de 1 954 euros - le salaire médian en France en 2017 était de 1797 euros.

Pour bien comprendre, un journaliste peut être salarié en CDD ou en CDI dans un média, ou être indépendant (pigiste). Dans ce cas, il sera payé à l'article en pigne (qui est aussi un salaire). S'il y a un minimum convenu avec les syndicats pour la pigne sur les médias écrits, il ne s'applique pas au web. Le site *Paye ta pigne* recense donc les tarifs de toutes ces piges - papier, web, audiovisuel, radio, traduction.

Il y a "urgence à réagir"

A cela s'ajoute le contexte de crise générale dans lequel s'inscrit la presse. Les exemples de médias qui ferment, par manque de moyens, se succèdent. Avant *BuzzFeed France*, *Mashable* a fermé ses portes en 2016 ; on compte aussi les tentatives avortées d'*Ebdo* et *Vraiment* en 2018, ou encore *Explicite* en 2019. Parmi ceux qui ne ferment pas, nombre d'entre eux réduisent drastiquement leurs effectifs et budgets. Aujourd'hui encore, *Le Figaro* a annoncé vouloir se séparer de 30 à 40 journalistes pour réaliser des économies.

Pour Nora Bouazzouni, il y a "urgence à réagir" pour ce métier mal-aimé qui se précarise à force de piges mal payées et de statuts parfois contournés. Elle alerte sur les conséquences : *"Si les journalistes sont précaires, c'est l'info qui est précaire"*.

3 – JOURNALISTES AU CAMEROUN – « Les journalistes économiques à l'école du franc CFA »

<http://www.newsducamer.com/les-journalistes-economiques-a-lecole-du-franc-cfa/>

Lundi 27 mai 2019
Par Ghislaine Ngahane

L'association des journalistes de la Presse Economique du Cameroun (Press Eco) en partenariat avec la fondation Friedrich Ebert Stiftung a organisé les 16 et 17 mai dernier à Yaoundé un séminaire de formation sur le thème : « *politique monétaire et politique de développement : mécanisme, contraintes, et perspective pour le Cameroun et le Cemas : quel avenir pour le franc CFA* ».

Il était question au cours de ces travaux d'outiller les journalistes économiques sur les problématiques monétaires notamment le débat qui a cours ces derniers mois autour du franc CFA. « *Le débat a également cours dans la presse camerounaise mais on a parfois l'impression que les journalistes ne sont pas suffisamment outillés pour comprendre toutes les subtilités des questions monétaires parce que comme vous le savez, la monnaie c'est une question un peu complexe* », a indiqué le président de Press Eco, François Bambou, tout a remerciant la fondation Friedrich Ebert Stiftung d'avoir accompagné cette initiative. Ainsi pendant deux jours, les experts, que sont Dr Nabil Ndikeu Njoya, économiste et enseignant à l'Institut des Relations Internationales du Cameroun et Dr Christian Lambert Nguena, enseignant à l'université de Dschang, ont édifié les journalistes à travers quatre exposés autour du franc CFA. Il s'agit notamment des sous thèmes : « monnaie : notions et mécanismes » ; « politique monétaire et politique économique », « le franc CFA : histoire et évolution » et « quel avenir pour le franc CFA ? (Contexte : projet de monnaie unique Ouest africaine et montée de critiques contre la France en Europe). Ces présentations suivies des échanges ont débouché sur les travaux pratiques au cours desquels, le Dr Nabil Njoya a permis aux journalistes de démystifier, de décoder, de comprendre et d'interpréter les communiqués du Comité de Politique Monétaire de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (Beac). « *J'ai été satisfait par la qualité des exposés et surtout la réactivité des séminaristes. J'aurais souhaité que les experts se prononcent ou s'étendent davantage sur certains sujets notamment sur le projet de monnaie unique ouest africaine. Nous nous attendions également à ce que les experts nous disent si le Cameroun doit quitter ou non de la zone franc* », fait savoir un séminariste. Et un autre d'ajouter : « *le thème de cette formation était très intéressant. Mais je souhaite qu'on organise une autre formation avec la Banque centrale afin qu'on puisse nous édifier davantage sur les questions monétaires* ».

Au terme de ce séminaire, les journalistes économiques ont remercié la fondation Friedrich Ebert Stiftung ainsi que les deux experts pour l'organisation de cette session de formation et leur disponibilité. Les séminaristes ont également souhaité que de pareille initiative se répète et surtout que la fondation soit toujours disponible pour les sollicitations à venir de Press Eco. En retour, la chargée des programmes à FFE, Susan Bamuh Apará a rassuré les membres de Press Eco quant à la disponibilité de la fondation à accompagner de pareille initiative qui font « partie de son ADN ».

4 – JOURNALISTES EN GUINEE – « Rôle des médias dans la promotion de la démocratie/La CEDEAO au chevet des Journalistes guinéens »

<https://guinee7.com/role-des-medias-dans-la-promotion-de-la-democratie-la-cedeao-au-chevet-des-journalistes-guineens/>

Jeudi 30 mai 2019

Par Bhoeye Barry

Un atelier de sensibilisation des médias sur la démocratie et la bonne gouvernance en Afrique de l’ouest s’est tenu, ce mercredi 29 à Conakry. Il a été organisé par la représentation de la Communauté économique des États de l’Afrique de l’ouest (CEDEAO) en Guinée. Des journalistes issus des médias privés et publics, ainsi que des responsables de communication de certaines institutions et de certains départements ministériels ont bénéficié de cette formation.

Au cours de cet atelier, les participants ont été sensibilisés sur l’importance de la démocratie dans le développement socio-économique du pays ; au respect de l’éthique et de la déontologie journalistique, surtout dans la mise en œuvre de l’ensemble des outils de l’information et de communication à l’ère du numérique. Mais aussi, ils ont été sensibilisés sur le traitement de l’information en période électorale.

« Cet atelier qui nous réunit ce matin, et qui a pour thème « Le rôle des médias dans la promotion de la démocratie », s’inscrit dans le cadre de la commémoration du 44^{ème} anniversaire de la CEDEAO, célébré le 28 mai de chaque année. Il faut dire que la célébration de cette année se déroule dans un contexte particulier, surtout au même mois que la Journée internationale de la liberté de la presse ; ce qui justifie le choix de notre thème qui s’inscrit en droite ligne dans cette intention », a déclaré la représentante résidente de la CEDEAO en Guinée, Alapini Liliane.

Pendant les échanges, la Déclaration d’Abuja de mars 2018 a été mise à contribution. Cette déclaration a révélé des points significatifs interpellant les journalistes dans leur rôle en tant qu’acteurs de la promotion de la paix et des processus démocratiques en Afrique de l’ouest. Parmi ces points figurent la crise liée à la propagande, aux fausses nouvelles et aux discours de haine, qui exige une réponse globale et qui place l’éthique, l’auto-régulation et la bonne gouvernance au cœur du journalisme dans la sous-région. De son côté, le conférencier, Dr Bangaly Camara, directeur général de l’Institut Supérieur de l’Information et de la Communication (ISIC) de Kountia, a invité les journalistes à mettre l’éthique et la déontologie du métier au cœur de leur travail. « Nous, notre métier c’est d’informer, nous avons la liberté d’informer. Mais aujourd’hui, nous sommes dans un contexte un peu complexe, avec l’arrivée des nouveaux outils de communication dont internet. Donc, nous sommes en train de vivre une phase extrêmement difficile, où il faut mettre au cœur de l’exercice de notre métier l’éthique et de la déontologie (...) », a-t-il conseillé aux participants.

5 – POSTE A POUVOIR EN FRANCE – « Entreprise SODEXO recherche responsable Communication Media H/F »

<https://www.webmarketing-com.com/emploi/jobs/view/regionjob-714659/>

Mercredi 30 mai 2019

Responsable Communication Media H/F - CDI

Description

Sodexo - chaque jour, nos 425 000 collaborateurs font de Sodexo le leader mondial des Services de Qualité de Vie en prenant soin de nos clients dans 80 pays partout dans le monde.

Si vous êtes, vous aussi, animés par la même passion du service, alors n'hésitez plus et rejoignez les équipes du Groupe Sodexo !!

Au sein de la Direction de la Marque et de la Communication de Sodexo France, nous recherchons un(e) Responsable Communication Media qui sera en charge de la relation avec l'ensemble des media et e-influenceurs.

Vos principales missions seront les suivantes :

- Participer à la définition de la stratégie de relations media et e-influenceurs en collaboration avec la Directrice de la Communication Corporate.
- Mettre en oeuvre la stratégie en s'appuyant sur les agences de communication medias et digitale et les Responsables Communication des segments de clientèle de Sodexo France.
- Etre force de proposition des grands temps forts de communication sur l'ensemble des activités de Sodexo France.
- Développer le réseau journalistique régional et national sur les thématiques sociétales et mode de vie.

- Coordonner les opérations et actions relations médias : fixer les objectifs, définir et rédiger les messages clefs, rédiger les documents presse (Q&A-communiqués de presse et dossiers de presse, notes) en coordination avec l'agence de communication, organiser les événements presse (points et conférences de presse, voyages de presse, interviews, etc.).

- Gérer la communication de crise sur le volet media en collaboration avec la Responsable de la Communication Crise.
- Accompagner les activités de Sodexo France dans la mise en place de leurs opérations de communication en région.- Accompagner les prises de parole des équipes dirigeantes de Sodexo (média training- préparation des éléments de langage, etc.).
- Promouvoir la culture et les actions de RSE de l'entreprise en étroite collaboration avec les équipes dédiées dans les médias.
- Piloter les agences de relations media et influenceurs.

NOTRE PROPOSITION

- De formation Bac +5 (Ecole de Communication, Sciences Po, CELSA, école de journalisme...).
- Anglais courant.
- D'excellentes capacités rédactionnelles sont indispensables à ce poste.
- Vous avez une bonne expérience des Relations Presse et de la communication dans un environnement national mais aussi international, un bon portefeuille journalistique et e-influenceurs sur les thématiques société, environnement et mode de vie développé chez l'annonceur ou dans une agence de communication de renom d'au moins 5 ans.
- La fiabilité, la rigueur, l'adaptabilité et une bonne compréhension des enjeux business B to C et B to B sont particulièrement recherchées à ce poste.
- Votre aisance relationnelle et votre diplomatie, vos qualités d'analyse et de synthèse, votre réactivité, votre goût de la collaboration sont de sérieux atouts pour réussir à ce poste.
- Ambassadeur(trice) des valeurs et principes éthiques du Groupe Sodexo.
- Expérience de pilotage d'agences de communication.
- Maîtrise du Pack Office.

POSTULER https://www.bdmjob.com/emplois/responsable-communication-media-h-f-2857808-8.html?utm_source=webmarketingcom&utm_medium=Metamoteurs-cpc&utm_campaign=%2fCommunication&utm_term=2857808&utm_content=fluxwebmarketingcom

6 – FEMMES ET MEDIAS EN AFRIQUE FRANCOPHONE – « Les femmes très peu visibles dans les médias d'Afrique francophone »

<http://www.izf.net/afp/les-femmes-tres-peu-visibles-les-medias-dafrique-francophone?language=fr>

Jeudi 30 mai 2019

Par AFP

Les femmes sont très peu visibles dans les médias, notamment audiovisuels, en Afrique francophone, où les experts invités, tout comme les présentateurs et journalistes vedettes sont majoritairement des hommes, selon une enquête rendue publique lors d'un salon professionnel à Abidjan.

L'enquête, à laquelle ont participé une centaine d'acteurs et d'actrices de l'audiovisuel dans toute l'Afrique francophone, indique que "61% des personnes interrogées estiment qu'il y a moins de 30% de femmes expertes invitées dans leur média", a détaillé jeudi la directrice de l'agence de communication Afrikacom, Séverine Laurent, lors de la 6e édition du Discop Abidjan (29-31 mai), un salon réunissant les professionnels de l'audiovisuel en Afrique subsaharienne.

Une quinzaine de questions portant sur la place des femmes dans les radios, télévisions, sociétés de production, la presse en ligne et la presse écrite, avaient été envoyées à plus de 750 personnalités des médias par la société américaine Basic Lead, organisatrice du Discop. Cent-sept personnes, dont 71% de femmes, ont répondu à ce questionnaire.

"Les médias font très peu appel à des femmes expertes. Et quand c'est le cas, on nous invite pour parler de maquillage, de coiffure, de mode, mais rarement pour parler d'aéronautique, de banque ou des sujets dits plus +sérieux+", a regretté Séverine Laurent, pointant des facteurs éducatifs et socio-culturels.

"On retrouve d'ailleurs ces mêmes problématiques en Occident", a-t-elle souligné.

Près de 60% des personnes ayant répondu au questionnaire estiment qu'il y a moins de 30% de femmes journalistes ou animatrices vedettes dans les émissions diffusées ou les articles publiés par leur média.

Mme Laurent a aussi évoqué le harcèlement des femmes.

"J'ai été extrêmement choquée de voir que 14% des femmes du panel ont vécu du harcèlement physique et 36% du harcèlement moral dans le cadre de leur travail, de la part de leur supérieur hiérarchique ou d'un collègue de travail", a-t-elle déclaré à l'AFP.

Elle espère sensibiliser le milieu de l'audiovisuel grâce à cette enquête.

"Beaucoup d'hommes ne sont pas encore conscients des limites entre la drague et le harcèlement, tout comme ils ne sont pas conscients des inégalités" en termes de rémunération, relève Séverine Laurent. Seulement 31% des hommes ayant répondu au questionnaire estiment que les hommes sont mieux payés que les femmes.

Le Discop organisera différentes journées consacrées aux femmes dans les médias dans le courant de l'année, notamment à Kinshasa, Brazzaville, Dakar et Abidjan.

7 – GOUVERNEMENT EN BELGIQUE – « Le roi nomme Reynders et Lanotte informateurs pour la formation d'un nouveau gouvernement »
http://french.xinhuanet.com/2019-05/31/c_138103678.htm

Vendredi 31 mai 2019

Après leur entretien avec le roi Philippe de Belgique, l'actuel vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères et de la Défense, Didier Reynders (MR) et l'ancien vice-Premier ministre socialiste flamand Johan VandeLanotte sont désignés jeudi informateurs visant à examiner les conditions dans lesquelles un gouvernement fédéral peut être formé.

Le souverain "a reçu en audience au Palais de Bruxelles MM. Didier Reynders et Johan VandeLanotte et les a chargés d'une mission d'information visant à identifier les défis à relever par notre pays, et les possibilités ainsi que les conditions nécessaires en vue de former un gouvernement fédéral", a précisé le Palais dans un communiqué de presse jeudi.

"Dans le cadre de cette mission, ils garderont le contact avec les responsables des négociations dans les régions et communautés. Reynders et VandeLanotte ont accepté cette mission. Ils feront un premier rapport au roi sur l'avancement de leur mission le 6 juin", conclut le texte.

M. Reynders avait déjà été informateur en 2007 après la victoire des libéraux francophones aux élections.

Les élections fédérales belges ont lieu le 26 mai 2019 afin d'élire les 150 membres de la Chambre des représentants. En général, c'est au sein du parti qui a affiché le plus gros score électoral que l'informateur est choisi.

Selon Les résultats publiés par le Service Public Fédéral Intérieur, la Nouvelle Alliance flamande (N-VA) a remporté 25 sièges à la Chambre des représentants fédérale, soit 8 sièges de moins qu'aux élections législatives de 2014 mais continue de maintenir la position dominante du plus grand parti au Parlement fédéral.

Le parti d'extrême droite Vlaams Belangen Flandre est devenu le troisième plus grand parti à la Chambre des Représentants avec 18 sièges. Le Parti socialiste (PS) a obtenu 30% des voix et 20 sièges à la Chambre et le parti socialiste flamand, 14 députés.

En raison des aspects économiques, sociaux et administratifs des trois régions de Belgique (Région flamande, Région wallonne et Région de Bruxelles-Capitale) et des trois régions linguistiques (néerlandais, français et allemand), la formation du gouvernement fédéral est généralement un long processus de négociations : de 2010 à 2011, la Belgique avait battu un record de 541 jours sans gouvernement.

8 – PRIX JOURNALISTES – « Prix Samir Kassir : une 14e édition placée sous le signe de la lutte continue pour les libertés »

<https://www.lorientlejour.com/article/1172867/une-14e-edition-placee-sous-le-sign-de-la-lutte-continue-pour-les-libertes.html>

Vendredi 31 mai 2019

Par Zeina ANTONIOS

Prix Samir Kassir : une 14e édition placée sous le signe de la lutte continue pour les libertés

Deux prix sur trois ont été raflés cette année par des journalistes syriens qui se sont exprimés sur les conditions politiques dans leur pays.

Année après année, le Prix Samir Kassir pour la liberté de la presse asseoit son importance dans le monde arabe. Très prisé par les jeunes journalistes de la région qui y voient une sorte d'échappatoire et un moyen d'exprimer leurs opinions dans le climat de dictature qui prévaut dans une grande partie des pays arabes, ce prix est devenu une prestigieuse distinction pour tout professionnel des médias qui veut mettre son travail en valeur et se faire connaître.

Organisé par l'Union européenne, en association avec la Fondation Samir Kassir, ce prix récompense chaque année un(e) journaliste des pays arabes dans trois catégories : l'article d'opinion, l'article d'investigation et le reportage audiovisuel. Le prix rend hommage au journaliste et historien Samir Kassir, tué dans un attentat en juin 2005 à Beyrouth.

La cérémonie de remise des prix a eu lieu hier soir dans les jardins du palais Sursock-Cochrane, à Achrafieh, en présence du ministre de la Défense, Élias Bou Saab, qui représentait le président de la République Michel Aoun, de l'ancien député Atef Majdalani, qui représentait le Premier ministre Saad Hariri et du député Michel Moussa qui remplaçait le président de la Chambre Nabih Berry. De nombreuses autres figures politiques étaient présentes tels les députés Michel Moawad, Imad Wakim ou la ministre May Chidiac, l'ancien ministre Ibrahim Najjar ou encore l'ancien député Ghassan Moukheiber.

Deux prix sur trois ont été raflés cette année par des journalistes syriens qui se sont exprimés sur le régime de Bachar el-Assad ou la guerre qui ravage leur pays depuis 2011. C'est le journaliste syrien Roger Asfar qui a obtenu la récompense du meilleur article d'opinion, pour une publication dans le quotidien panarabe al-Hayat sur la nécessité de s'éloigner du concept du héros pour bâtir une société démocratique en Syrie. Son compatriote Ali Ibrahim a pour sa part obtenu le prix du meilleur article d'investigation pour un reportage publié sur le site « Vice Arabia » sur les détenus morts dans les geôles syriennes.

Le meilleur reportage audiovisuel a été attribué au Marocain Youssef Ziraoui pour un reportage sur la condition féminine au Maroc à travers l'histoire de Bouchra, une femme conductrice de bus.

En tout, 233 journalistes ont présenté leurs travaux au jury du prix cette année. Ils sont issus du Liban, d'Algérie, d'Égypte, d'Irak, de Bahreïn, de Jordanie, de Libye, du Maroc, de Palestine, de Syrie, de Tunisie et du Yémen.

« Ces jeunes portent le flambeau de la liberté »

Dans une allocution prononcée pour l'occasion, Gisèle Khoury, présidente de la Fondation Samir Kassir, s'est dit heureuse de voir de jeunes journalistes toujours aussi inspirés par le parcours de Samir Kassir, 14 ans après son décès. « Samir les inspire et les conduit vers la liberté. Ces jeunes portent le flambeau de la liberté, de la démocratie et de l'État de droit », a-t-elle dit.

« En 2018, le centre SKEyes (Samir Kassir Eyes) pour les médias et la liberté culturelle a documenté 80 atteintes aux journalistes et à la liberté d'expression au Liban dont des arrestations de journalistes, des censures ou annulations de programmations culturelles, des agressions physiques de journalistes, ainsi que quatre cas de condamnations de journalistes à la prison », a souligné Mme Khoury.

« Il y a un grave problème politique. La culture de la démocratie est inexistante et le pouvoir est vide de toute vision politique capable de s'adapter à la modernité », a-t-elle déploré. « Nous poursuivons notre mission et confirmons le rôle de Beyrouth dans la promotion et la protection des journalistes libres de la région », a-t-elle toutefois assuré.

L'ambassadrice de l'Union européenne à Beyrouth, Christina Lassen, a pour sa part insisté sur le respect de l'UE pour la liberté d'expression. « À travers ce prix, nous rendons hommage aux journalistes qui dédient leur vie à un journalisme de qualité. Nous savons très bien que certains d'entre eux font cela au prix de grands sacrifices », a déclaré Mme Lassen.

« Au moment où la liberté d'expression et la liberté de la presse déclinent dans plusieurs pays, nous continuons à défendre les médias indépendants et promouvoir les lois et pratiques qui protègent la liberté d'opinion et d'expression », a-t-elle dit.

Cette année, le jury était composé du photographe franco-syrien Ammar Abd Rabbo, de la journaliste libanaise Bariha Alameddine, du porte-parole de la Cour pénale internationale Fadi Abdallah, de la journaliste et auteure marocaine Sofia Amara, du chercheur grec en affaires internationales Thanassis Cambanis, du photographe italien Alessio Romenzi et de Biljana Tatomir, consultante en médias croate.

Interrogée par L'Orient-Le Jour, Bariha Alameddine s'est dit touchée par la profusion de thématiques sociales pour la 14^e édition du prix, notamment la condition féminine dans le monde arabe. Ammar Abd Rabbo a, pour sa part, appelé à l'établissement d'une récompense dédiée à la photographie lors des prochaines éditions.

9 – GOUVERNEMENTS EN FRANCOPHONIE – « Principales actualités gouvernementales dans les pays membres de la Francophonie institutionnelle au mois de mai 2019

Lundi 1^{er} juin 2019

Par Régine Lefèvre

MAI 2019

- **BELGIQUE – 30.05.2019** - le roi nomme Reynders et Lanotte informateurs pour la formation d'un nouveau gouvernement
- **LETTONIE – 29.05.2019** - les législateurs lettons ont élu Egils Levits, juge à la Cour de justice européenne, à la présidence
- **MADAGASCAR – 27.05.2019** – élections législatives (résultats attendus mi-juin)
- **GUINEE – 27.05.2019** – démission de Cheick Sako, ministre de la Justice ; Mohamed Lamine Fofana est nommé ministre de la Justice par intérim
- **AUTRICHE – 27.05.2019** - la gauche et l'extrême droite renversent le chancelier Sebastian Kurz - Le gouvernement autrichien sera provisoirement dirigé par le vice-chancelier Hartwig Loger en attendant qu'un nouveau chancelier prenne les rênes du gouvernement jusqu'aux nouvelles élections de septembre
- **COMORES – 26.05.2019** - le président des Comores Azali Assoumani est officiellement investi
- **BELGIQUE – 26.05.2019** – élections législatives – le parti N-VA reste le premier parti à la Chambre des représentants du pays, tandis que le Parti socialiste (PS) demeure la première force politique en Wallonie
<https://www.robert-schuman.eu/fr/doc/oeo/oeo-1817-fr.pdf>
- **LITUANIE – 26.05.2019** – élection présidentielle – l'économiste Gitanas Nausėda remporte la présidentielle avec plus de 70% des voix
- **MEXIQUE – 25.05.2019** – démission de la ministre de l'Environnement Josefa González Blanco Ortiz
- **HAITI – 22.05.2019** - Le Président de la République Jovenel Moïse a publié au journal officiel de la République l'arrêté rapportant celui du 10 mai 2019, nommant les membres du gouvernement de Jean Michel Lapin
<https://www.vantbefinfo.com/formation-du-gouvernement-le-ministre-de-la-justice-jean-roody-aly-est-reconduit/>

- **AUTRICHE – 22.05.2019** – nomination des ministres qui succèdent aux ministres démissionnaires d'extrême droite :
 - Eckart Ratz, ancien juge de la Cour suprême, devient ministre de l'Intérieur
 - Valerie Hackl, qui était responsable du contrôle du trafic aérien et dirige maintenant le département des transports
 - Le général Johann Luif, qui était sous-chef d'état-major et qui devient ministre de la Défense
 - Walter Pöltner, ancien haut fonctionnaire du département des affaires sociales et du travail, devient ministre dans le même département
- Liste des membres du nouveau gouvernement autrichien :**
<https://www.federal-chancellery.gv.at/ministers-and-state-secretary>
- **GABON – 21.05.2019** – limogeage du vice-président gabonais, Pierre Claver Maganga Moussavou, et du ministre des Eaux, des Forêts et de l'Environnement
- **R. TCHEQUE – 20.05.2019** – démission du ministre de la Culture Antonín Staněk refusé par le Président
- **AUTRICHE – 20.05.2019** - démission de tous les ministres d'extrême droite, suite au limogeage du ministre de l'Intérieur d'extrême droite Herbert Kickl
- **CONGO RD – 20.05.2019** - Sylvestre Ilunga Ilunkamba est nommé nouveau Premier ministre, suite à la démission du précédent Premier ministre Bruno Tshibala
- **UKRAINE – 20.05.2019** - le nouveau président Volodymyr Zelensky est investi ; le Premier ministre Volodymyr Groïsmán a annoncé sa démission ainsi que le ministre de la Défense Stepan Poltorak
- **AUTRICHE – 18.05.2019** – le vice-chancelier Heinz-Christian Strache, par ailleurs chef du parti d'extrême-droite FPÖ, annonce sa démission
- **UKRAINE – 17.05.2019** – démission du ministre des Affaires étrangères Pavlo Klimkine
- **SENEGAL – 14.05.2019** – le même gouvernement est reconduit sans Premier ministre
- **BULGARIE – 14.05.2019** – démission du ministre de l'Agriculture Rumen Porozhanov
- **LITUANIE – 12.05.2019** – 1^{er} tour de l'élection présidentielle : l'ex-ministre conservatrice des Finances, Ingrida Simonyte, est arrivée en tête et affrontera au second tour l'économiste Gitanas Nausėda, novice en politique. Le Premier ministre Saulius Skvernelis, battu, a annoncé qu'il démissionnerait le 12 juillet, date à laquelle s'achève le second mandat de la présidente sortante Dalia Grybauskaitė
- **TOGO – 08.05.2019** - une nouvelle constitution adoptée par le Parlement permet au président Faure Gnassingbé de briguer deux nouveaux mandats
- **HAITI – 08.05.2019 – formation d'un nouveau gouvernement**
 Liste des 16 membres du nouveau gouvernement haïtien :
<http://www.loophaiti.com/content/les-noms-des-membres-du-gouvernement-jean-michel-lapin>

- **MALI – 05.05.2019** -formation d'un nouveau gouvernement
- **Liste des 38 membres du nouveau gouvernement malien :**
<https://apanews.net/index.php/news/mali-formation-dun-nouveau-gouvernement-de-38-membres>
- **MACEDOINE – 05.05.2019** – 2^e tour de l'élection présidentielle : StevoPendarovski a remporté l'élection présidentielle avec 51,66% des voix face à Gordana Siljanovska-Davkova (44,73%)
- **DJIBOUTI – 05.05/2019** – remaniement ministériel :
 - le nouveau gouvernement, qui compte un département de plus que le précédent, est composé de 22 ministères et 2 secrétariats d'Etat.
 - autrefois ministères-délégués, le Commerce et le Logement deviennent des ministères à part entière, tout comme le secrétariat d'Etat aux Affaires sociales. - le ministère-délégué à la Décentralisation est transformé quant à lui en un secrétariat d'Etat.
 - dans le cadre de ce remaniement, Djama Elmi Okien (ministre de la Santé), Abdi Youssouf Sougueh (Communication), Hassan Idriss Samriyeh (Travail) et Bodeh Ahmed Robleh (Budget) ont été remplacés respectivement par Mohamed Warsama Dirieh, Radwan Abdillahi Bahdon, Isman Ibrahim Robleh et Abdoukarim Aden Cher.
 - trois ministres ont changé de portefeuille : Ali Hassan Bahdon quitte la Défense pour la Justice, Moumin Ahmed Cheick laisse son titre de Garde des Sceaux pour celui de Premier policier du pays (Intérieur) où il va succéder notamment à Hassan Omar Mohamed, appelé à la Défense
- <https://www.youpost.fr/depeches/djibouti-le-president-guelleh-procede-a-un-remaniement-ministeriel-actualites-06052019/>
- **THAÏLANDE – 4/6.05.2019** - couronnement du Roi Rama X

